

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7

Tel./Tél. : (613) 237-1590 Fax/Téléc. : (613) 237-5508 Toll free/Sans frais : (844) 237-1590

cupemail@cupe.ca/courriel@scfp.ca – cupe.ca/scfp.ca

RAPPORT DU PRÉSIDENT NATIONAL PÉRIODE DE JUIN À SEPTEMBRE 2026

Chères consœurs, chers confrères, chers amis,

Dire que l'été a été chargé serait un euphémisme. Partout au pays, nos membres, notre personnel et nos leaders ont mené d'importants combats, non seulement pour notre syndicat, mais aussi pour nos communautés, nos lieux de travail et notre économie. Je suis très fier que le SCFP soit toujours en première ligne pour rendre meilleurs les lieux de vie, de travail et d'apprentissage de tout un chacun. Ensemble, nous sommes une force extraordinaire, toujours prête à mener les combats qui rendront la vie meilleure pour la génération d'aujourd'hui et celles de demain.

Le SCFP pleure le décès de Geraldine McGuire, syndicaliste pionnière et ardente défenseuse des travailleurs, des travailleuses et des services publics, qui a occupé le poste de secrétaire-trésorière nationale du SCFP de 1991 à 2001. Geraldine a contribué à consolider la Caisse nationale de défense du SCFP, en plus de militer pour l'inclusion, la diversité, l'égalité et les droits des travailleurs et travailleuses. Son courage, son intégrité et sa combativité ont renforcé notre syndicat. Son legs se fait encore sentir au SCFP. Nous adressons nos plus sincères condoléances à la famille, aux amis et aux proches de Geraldine, ainsi qu'aux nombreux membres, militants et employés du SCFP dont elle a marqué la vie. Repose en paix, Geraldine.

Devant les feux de forêt qui ravageaient des collectivités partout au pays, le SCFP a appelé ses membres et ses organismes à charte à soutenir son Fonds d'aide aux sinistrés et à se mobiliser aux côtés des familles qui vivaient une tragédie inimaginable. Les communautés nordiques et autochtones ont été touchées de manière disproportionnée; de nombreuses personnes ont dû quitter leur domicile pendant une longue période. S'appuyant sur le succès de ce fonds qui, l'année dernière, avait permis de distribuer 100 000 \$ à des organismes d'entraide de première ligne, le SCFP a demandé à ses membres un élan de solidarité, afin que les communautés affectées reçoivent le soutien dont elles avaient le plus besoin.

MARK HANCOCK

National President/Président national

CANDACE RENNICK

National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorière nationale

DAWN BELLEROSE, PATRICK GLOUTNEY, SHERRY HILLIER, GINA MCKAY, KAREN RANALLETTA

General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

Le SCFP a présenté un mémoire au Conseil national du logement pour réclamer une approche de l'accessibilité plus globale, qui prenne en compte non seulement la dimension physique, mais aussi les obstacles systémiques qui empêchent les personnes en situation de handicap de trouver un logement sûr et abordable. Le document met en lumière l'insuffisance des mesures de soutien du revenu, la pénurie de logements sociaux et abordables, la faiblesse du cadre de protection des locataires, la fragmentation des programmes gouvernementaux et le sous-financement des services publics, tout en soulignant que ces difficultés sont amplifiées pour de nombreux groupes d'équité.

Le SCFP a appelé à plus d'investissements de l'État dans le logement, la santé, le soutien du revenu et les services publics. Il a fait valoir que la protection du droit au logement nécessite des solutions publiques concertées, de meilleures mesures de soutien et des actions ciblées qui s'attaquent aux inégalités systémiques.

Le SCFP a également présenté un mémoire concernant l'examen de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et le renouvellement du Plan d'action fédéral 2ELGBTQI+. Nous avons participé à des consultations avec le fédéral concernant les chapitres des accords commerciaux portant sur le travail, et notre message était clair : on ne peut pas signer d'accords commerciaux au détriment des travailleurs et travailleuses. Ceux-ci doivent inclure des mesures de protection applicables concrètement.

Le gouvernement fédéral

Le 22 août, le premier ministre Carney, après avoir rejeté les demandes de dernière minute de l'administration Trump, a annoncé la suspension des négociations commerciales avec les États-Unis. Nous appuyons la décision de rejeter une entente défavorable aux intérêts canadiens, tout en reconnaissant que la poursuite de ce différend va ajouter de la pression sur les travailleuses et travailleurs, les familles et les collectivités.

Parallèlement, nous demeurons préoccupés par les concessions qui auraient été envisagées, notamment sur les véhicules de fabrication canadienne et d'autres mesures susceptibles d'affaiblir la capacité du Canada à protéger ses intérêts économiques. La population mérite de connaître les sujets abordés et ce que le gouvernement était prêt à accepter.

Ces préoccupations revêtent une importance particulière puisque le gouvernement fédéral a tenu le Sommet canadien de l'investissement, à Toronto, les 14 et 15 septembre. Cet événement a réuni des investisseurs internationaux, des PDG canadiens et des représentants du secteur public, avec la participation d'Investissements RPC et d'Investissements PSP. Le gouvernement a décrit le sommet comme une occasion d'attirer des investissements et de mobiliser des capitaux pour des projets un peu partout au pays.

Le SCFP estime qu'on ne doit pas se limiter à créer des opportunités pour les investisseurs. Les politiques publiques doivent veiller à ce que les investissements génèrent de bons emplois, des services publics performants, des retombées économiques locales et une plus-value durable pour la population. Les décisions concernant l'avenir du Canada ne doivent pas être prises en fonction des intérêts d'entreprises ou d'investisseurs.

En septembre, le SCFP a présenté 21 recommandations dans le cadre des consultations prébudgétaires fédérales. Le Canada traverse une période de profonde incertitude économique. Le fédéral est confronté à un choix crucial : réaliser des investissements audacieux dans les infrastructures publiques, les services publics et la résilience économique ou reproduire les échecs que sont l'austérité, la déréglementation, la privatisation et les baisses d'impôts, une approche qui pèse lourd sur les travailleuses, les travailleurs et les communautés. Notre toute première recommandation consiste à demander au gouvernement d'appliquer la Loi canadienne sur la santé.

Le gouvernement extrémiste de l'Alberta s'est lancé dans une expérience visant à américaniser le système de santé. La première ministre du Québec, Christine Fréchette, en fait un élément de la plateforme de son parti, la campagne électorale provinciale se poursuivant en septembre. Ce n'est qu'une question de temps avant que d'autres leaders conservateurs ne profitent de l'inaction du fédéral pour favoriser leurs amis du secteur de l'assurance maladie.

En août, à la suite de décès en lien avec la collecte de plasma à but lucratif, le SCFP s'est joint au SNEGSP et à plusieurs autres syndicats représentant la main-d'œuvre du système public canadien de collecte de sang et de plasma pour réclamer des mesures face à la mauvaise gestion de la collecte de plasma par Santé Canada. Plus tard dans le même mois, le fédéral a annoncé la suspension de son partenariat avec la multinationale Grifols, au cœur de ce scandale. Nous avons demandé au gouvernement de résilier ce contrat, purement et simplement.

La récente annonce du premier ministre Carney concernant l'intelligence artificielle (IA) suscite de vives inquiétudes. La nouvelle stratégie privilégie les profits des milliardaires de la techno et le développement rapide de l'IA au détriment de la protection des travailleuses, des travailleurs et du public. Elle ne prévoit aucune mesure concrète pour protéger la main-d'œuvre contre les pertes d'emploi liées à l'IA. En outre, elle ne répond pas aux préoccupations croissantes concernant la surveillance au travail, la gestion par algorithme, la discrimination et les menaces pesant sur la vie privée et la sécurité des données. En favorisant l'adoption généralisée de cette technologie sans réglementation stricte ni exigences en matière de transparence, de responsabilisation ou de protection des emplois, le gouvernement expose travailleuses et travailleurs aux risques de l'IA tout en priorisant les intérêts des entreprises.

Le droit de grève

Le droit de grève est protégé par le droit international. Pourtant, des sénatrices et sénateurs affiliés aux partis libéral et conservateur défendent des recommandations qui accroîtraient la latitude des gouvernements d'intervenir dans les conflits du travail afin de saper le pouvoir de négociation des travailleuses et travailleurs. Ce qui commence dans les ports et le secteur ferroviaire peut rapidement se propager à l'ensemble du mouvement syndical. Le SCFP se prépare à combattre toute tentative d'affaiblissement des droits des travailleurs et travailleuses lorsque du réexamen du Code canadien du travail, cet automne. Nous sommes fiers de prendre les devants de cette lutte pour le droit fondamental à la grève. D'ailleurs, nous comptons sur l'aide de l'ensemble de nos plus de 800 000 membres d'un océan à l'autre !

Solidarité internationale

À l'issue d'une réunion tenue en juillet avec l'ambassadeur de Cuba au Canada et son chef de mission adjoint, le SCFP a exhorté à nouveau le gouvernement Carney de se ranger aux côtés de Cuba contre l'embargo illégal que lui imposent les États-Unis et l'escalade des menaces qui continuent de frapper le peuple cubain. Les responsables cubains ont évoqué les conséquences dévastatrices que des décennies de sanctions ont eues sur le quotidien des gens. Le SCFP a réaffirmé sa solidarité avec les travailleuses et travailleurs cubains, ainsi que son engagement à défendre la souveraineté de ce pays. Le Canada, qui reste en retrait depuis le début, doit dénoncer l'agression américaine et collaborer avec la communauté internationale pour permettre au peuple cubain d'obtenir le carburant et les produits de première nécessité dont il a besoin.

En août, j'ai eu l'honneur de m'adresser au parquet du congrès de l'AFSCME, avec qui nous entretenons des relations depuis longtemps. Dans mon intervention, j'ai souligné l'importance de maintenir la solidarité et la collaboration entre nos syndicats afin d'œuvrer ensemble à la consolidation du mouvement syndical. Félicitations à Lee Saunders et Elissa McBride, qui ont tous deux quitté leurs fonctions respectives de président et de secrétaire-trésorière. Ce sont de bons amis du SCFP et ils ont bien servi leur syndicat. Félicitations à Patrick Moran et Nicole Pollard, élus pour les remplacer. Nous nous réjouissons de renforcer avec eux la solide relation entre le SCFP et l'AFSCME.

La Fédération canadienne des municipalités

Les coupes du fédéral dans l'immigration engendrent des pénuries de main-d'œuvre, augmentent la pression sur les services municipaux et déstabilisent les collectivités partout au pays. C'est ce qu'ont affirmé les dirigeantes et dirigeants municipaux et les alliés des communautés lors d'une discussion organisée par le SCFP à l'assemblée annuelle de la Fédération canadienne des municipalités, à Edmonton. Les intervenantes et intervenants ont souligné la contribution essentielle de l'immigration et de la main-d'œuvre migrante dans des secteurs comme la santé, les services éducatifs à l'enfance, la production alimentaire et les métiers. Ils ont averti que les municipalités doivent supporter seules les conséquences socioéconomiques de la baisse des flux migratoires qu'ont entraînées les changements apportés à la politique fédérale.

Le Conseil de la Fédération

J'ai assisté à des réunions à Charlottetown pendant la réunion du Conseil de la fédération, où les premiers ministres provinciaux ont discuté des priorités nationales. J'y ai rencontré les présidences des fédérations provinciales du travail afin de discuter de nos priorités communes et d'actions concertées. J'ai également assisté à un petit-déjeuner avec les premières et premiers ministres provinciaux, organisé par la Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et d'infirmiers (FCSII), puis participé à un forum public sur l'importance de services publics solides et pris la parole lors d'un rassemblement organisé par la Coalition canadienne de la santé pour réclamer des investissements réguliers dans le système de santé public et d'autres services publics essentiels.

Dans le cadre de notre année consacrée à la santé et à la sécurité, nous organisons des activités dans tout le pays. J'espère une revitalisation de nos comités de santé-sécurité et un bel engagement de la part de nos membres dans cette responsabilité fondamentale du syndicalisme. Aucun boulot ne vaut la vie ou l'intégrité physique de quelqu'un. Les travailleuses et travailleurs méritent d'être en sécurité au travail.

Nous poursuivons les travaux sur les campagnes jugées prioritaires par le Conseil exécutif national dans les domaines de la santé, de l'éducation postsecondaire et des services éducatifs à l'enfance. Nous avons hâte de déployer ces campagnes au cours de cette année et de l'année prochaine.

Négociations collectives, grèves et lock-out

Nous avons constaté de nombreux résultats positifs en matière de négociations salariales dans tout le pays. Dans ce rapport, nous souhaitons mettre en lumière certains résultats du secteur municipal en Colombie-Britannique, où la mobilisation des membres donne des chiffres encourageants.

Par exemple, le SCFP 401, à la Ville de Qualicum Beach, a résisté aux concessions et obtenu des gains salariaux de 5 %, 4 %, 5 % et 4 %. Autre exemple, le SCFP 358, au District régional de Cowichan Valley, a obtenu trois années d'augmentations à 4,5 % parmi de nombreuses autres améliorations pécuniaires. Enfin, le SCFP 1632, à Vanderhoof, a obtenu quatre années d'augmentations salariales de 4 % et d'autres améliorations pécuniaires après s'être muni d'un solide mandat de grève.

PROVINCE	SECTION LOCALE	EMPLOYEUR	NOMBRE DE MEMBRES	DÉBUT DE LA GRÈVE	DURÉE
Fédéral	5490	Pascan Aviation	20	28 octobre 2025	En cours
Fédéral	8125	WestJet	4344	2 août 2026	1 jour
Québec	301	Ville de Montréal	6441	4 février 2026 15-17 avril 2026	4 jours
Nouvelle-Écosse	1082	St Vincent's Nursing Home	193	13 avril 2026	60 jours
Nouvelle-Écosse	1183	Harbourstone Enhanced Care	300	13 avril 2026	61 jours

Nouvelle-Écosse	1245	Ocean View Continuing Care	160	13 avril 2026	60 jours
Nouvelle-Écosse	1259	Admiral LTC et Whitehills LTC	145	13 avril 2026	77 jours
Nouvelle-Écosse	1416	Maplestone Advanced Care	67	13 avril 2026	60 jours
Nouvelle-Écosse	1635	Alderwood Nursing Home	84	13 avril 2026	60 jours
Nouvelle-Écosse	1782	Richmond Villa Nursing Home	104	13 avril 2026	60 jours
Nouvelle-Écosse	1876	Northside Guest Home	181	13 avril 2026	61 jours
Nouvelle-Écosse	2007	Bay Side Home	100	13 avril 2026	67 jours
Nouvelle-Écosse	2094	Seaview Manor	160	13 avril 2026	56 jours
Nouvelle-Écosse	2330	Maritime I.O.O.F. Home, Valley View Villa et Glen Haven Manor	346	13 avril 2026 16 avril 2026 27 mai 2026	62 jours 65 jours 23 jours
Nouvelle-Écosse	2648	Queen's Manor	67	13 avril 2026	60 jours
Nouvelle-Écosse	3064	Villa Saint-Joseph-du-Lac	120	13 avril 2026	63 jours
Nouvelle-Écosse	3099	Roseway Manor	61	13 avril 2026	63 jours
Nouvelle-Écosse	3199	Twin Oaks Seniors Association	48	13 avril 2026	
Nouvelle-Écosse	3257	Surf Lodge Nursing Home	34	13 avril 2026	63 jours
Nouvelle-Écosse	3618	Ivy Meadows Continuing Care Centre	37	13 avril 2026	63 jours

Nouvelle-Écosse	3630	Port Hawkesbury Nursing Home	80	13 avril 2026	58 jours
Nouvelle-Écosse	4940	Parkland at the Lakes (Glasgow Hill)	75	13 avril 2026	60 jours
Nouvelle-Écosse	4965	Celtic Court	47	13 avril 2026	64 jours
Nouvelle-Écosse	4970	Bisset Court	61	13 avril 2026	60 jours
Nouvelle-Écosse	5032	St. Anne Community and Nursing Care Centre	44	13 avril 2026	60 jours
Nouvelle-Écosse	5033	Ryan Hall	71	13 avril 2026	61 jours
Nouvelle-Écosse	5248	The Meadows (Tidal View Manor)	195	13 avril 2026	61 jours
Nouvelle-Écosse	2503	Shiretown Nursing Home et Ivey's Terrace Nursing Home	113	23 avril 2026	52 jours
Nouvelle-Écosse	5165	The Magnolia Continuing Care Centre	75	23 avril 2026	51 jours
Nouvelle-Écosse	5183	Grand View Manor	152	23 avril 2026	50 jours
Nouvelle-Écosse	2765	Maple Hill Manor	88	24 avril 2026	47 jours
Nouvelle-Écosse	4919	Lunenburg Home for Special Care (Harbour View Haven)	113	25 avril 2026	47 jours
Nouvelle-Écosse	3840	Melville Lodge Nursing Home	125	7 mai 2026	47 jours
Nouvelle-Écosse	3454	Shoreham Village Seniors Home	94	8 mai 2026	35 jours

Nouvelle-Écosse	1485	Inverary Manor	82	14 mai 2026	28 jours
Nouvelle-Écosse	2031	Foyer Père Fiset	73	14 mai 2026	30 jours
Nouvelle-Écosse	1562	Ronald C MacGillary Guest Home	150	22 mai 2026	19 jours

SCFP 5490

Les agentes et agents de bord de Pascan Aviation, membres du SCFP 5490, tiennent bon depuis le 28 octobre 2025. Ils luttent pour obtenir une deuxième convention collective équitable qui inclut des salaires reflétant le caractère vital de ce qu'ils font. Cet employeur n'a pas hésité à recourir à de la main-d'œuvre de remplacement, malgré la nouvelle loi fédérale anti-briseurs de grève, ce qui porte atteinte aux droits de nos membres, qui sont contraints de défendre leurs droits de négociation devant le CCRI. Il s'agit désormais de la plus longue grève d'agentes et agents de bord de l'histoire du Canada.

Pour accroître la pression, le SCFP-Québec a affrété un petit avion à destination des Îles-de-la-Madeleine, la principale ligne desservie par Pascan en été, afin d'y amener l'ensemble des membres de la section locale pour une manifestation. Les médias locaux ont manifesté un vif intérêt. Notre message concernant les problèmes de sécurité découlant du recours à des briseurs de grève non formés a semblé trouver un écho auprès de la population locale.

SCFP 8125

Les agentes et agents de bord de WestJet ont fait preuve d'une grande détermination tout au long d'une négociation difficile. Cela leur a valu une avancée majeure pour le secteur : la rémunération de toutes les heures travaillées d'ici l'expiration de leur convention collective. Leur grève fut brève (une seule journée), mais percutante. Leur victoire, qui s'appuie sur les acquis des membres d'Air Canada l'an dernier, démontre le pouvoir de l'appartenance au syndicat le plus puissant du Canada. Ne pouvant compter sur l'intervention du gouvernement, comme ce fut le cas pour Air Canada l'an dernier, l'employeur a été contraint de rester à la table pour poursuivre les négociations. Les autres compagnies aériennes où nous représentons les agents de bord en prennent bonne note. Nous ne nous arrêterons pas tant que le travail non payé n'aura pas complètement disparu.

SCFP 301

Les négociations avec la Ville de Montréal se poursuivent. Les salaires ont pris du retard ces dernières années, et rattraper ce retard est la principale priorité du SCFP 301. Afin d'ajouter de la pression en vue de la conclusion d'une entente, la section locale a appelé à de nouvelles journées de grève qui coïncideront avec les Championnats du monde de cyclisme qui se dérouleront à Montréal fin septembre.

SCFP 1082, SCFP 1183, SCFP 1245, SCFP 1259, SCFP 1416, SCFP 1485, SCFP 1562, SCFP 1635, SCFP 1782, SCFP 1876, SCFP 2007, SCFP 2031, SCFP 2094, SCFP 2330, SCFP 2503, SCFP 2648, SCFP 2765, SCFP 3064, SCFP 3099, SCFP 3199, SCFP 3257, SCFP 3454, SCFP 3618, SCFP 3630, SCFP 3840, SCFP 4919, SCFP 4940, SCFP 4965, SCFP 4970, SCFP 5032, SCFP 5033, SCFP 5165, SCFP 5183 et SCFP 5248

Des décennies de sous-financement ont plongé le secteur néo-écossais des soins de longue durée dans une crise chronique de dotation en personnel. De nombreux membres gagnent moins que le salaire de subsistance. C'est pourquoi une grève provinciale a été déclenchée pour forcer le gouvernement à négocier un financement accru pour le secteur. Trente-six sections locales y ont participé. Une entente a été conclue le 6 juin 2026. À l'heure où nous écrivons ces lignes, 34 des 36 sections locales ont achevé le processus de ratification.

Mises à jour régionales

Atlantique

Terre-Neuve-et-Labrador

Le SCFP est déçu de NL Health, qui a utilisé la fausse promesse d'une journée de congé payé supplémentaire dans un essai d'hameçonnage conçu pour tester sa cybersécurité. Il s'agit d'une tactique insensible et abusive, la main-d'œuvre de la santé composant déjà avec l'épuisement professionnel, les pénuries de personnel et le refus des demandes de congé. Ce test traduit un grave manque de discernement, d'autant plus que les employés font face à beaucoup de stress, d'heures supplémentaires et de privations familiales pendant le turbulent déploiement du système CorCare. Cet exercice ne fait que saper davantage le moral d'une main-d'œuvre déjà surchargée. Le SCFP exige davantage de la part de cet employeur.

Près de dix millions de dollars ont été dépensés dans le cadre d'un contrat privé visant à « optimiser » les soins de santé. Or, la première ligne continue de se heurter au refus des demandes de congé, aux heures supplémentaires obligatoires et à l'épuisement professionnel. Nos membres n'ont toujours pas constaté les améliorations promises au niveau des horaires et de la charge de travail, au point de s'interroger sérieusement sur les raisons pour lesquelles on persiste à verser des deniers publics à une entreprise privée pour de si maigres bienfaits. Si la technologie et les consultants ne parviennent pas à résoudre la crise des effectifs, le gouvernement devrait abandonner l'externalisation et réinvestir cet argent directement dans le système de santé public et la précieuse main-d'œuvre qui le fait fonctionner.

Nouvelle-Écosse

Après huit semaines de piquetage, nos 5 500 membres néo-écossais du secteur des soins de longue durée ont remporté une victoire âprement disputée qui leur vaut des avancées historiques, notamment une augmentation forfaitaire de cinq dollars pour tout le monde. Ce fut un privilège d'apporter mon soutien à l'équipe sur le terrain, aux côtés de notre secrétaire-trésorière nationale, Candace Rennick. Merci à notre personnel et au SCFP-Nouvelle-Écosse pour tout ce qu'ils ont fait pour ces membres.

Nos membres néo-écossais du secteur de l'éducation poursuivent leur mobilisation dans le cadre d'une stratégie de négociation coordonnée à l'échelle provinciale. Je tiens à exprimer ma solidarité à ces membres et à les encourager à maintenir cette belle unité. La force des 800 000 membres du SCFP à l'échelle nationale les accompagne.

Maritimes

Nouveau-Brunswick

Nos membres néo-brunswickois ont eu un été bien rempli, puisqu'ils ont poursuivi leur mobilisation pour sensibiliser la population à la défense des services publics et des bons emplois. Le SCFP 1470 a renouvelé sa convention collective avec la Municipalité régionale de Tracadie, évitant ainsi une grève. Le SCFP 963 s'oppose à la privatisation des magasins d'alcool publics, tandis que le SCFP 1418, le CSFSNB et le SCFP 2745 collaborent pour publiciser les lacunes dans le soutien de l'État aux communautés vulnérables et à la main-d'œuvre qui fournit les services essentiels. On se prépare aussi pour la prochaine ronde de négociations coordonnées.

Les menaces et les agressions au travail se multiplient dans le domaine du travail social. Outre les conditions de travail dangereuses, le manque criant de personnel et la charge de travail écrasante leur font courir un grand risque d'épuisement professionnel. Le SCFP appelle le gouvernement à s'enquérir des besoins en effectifs auprès de la main-d'œuvre. Ces travailleuses et travailleurs réclament une augmentation des effectifs, ainsi que du personnel de soutien supplémentaire pour les accompagner dans les visites à domicile. En juillet, la province comptait 80 postes vacants et des centaines d'autres devraient se libérer au cours de la prochaine décennie. Le gouvernement libéral doit donc prendre des mesures de toute urgence pour protéger cette main-d'œuvre de première ligne et résoudre les problèmes de recrutement et de rétention.

J'ai eu le plaisir d'assister à des barbecues communautaires organisés en soutien aux travailleuses et travailleurs des services éducatifs à l'enfance. La campagne « CUPE Cares » a permis d'accroître la visibilité du SCFP en tant que syndicat de choix dans ce secteur. Merci au SCFP-Nouveau-Brunswick et à notre personnel d'avoir fait de cette campagne une réussite. J'ai hâte d'accueillir encore davantage de travailleuses et de travailleurs de la petite enfance au sein de notre syndicat.

Île-du-Prince-Édouard

Je tiens à remercier et à féliciter notre secrétaire-trésorière nationale, Candace Rennick, qui a bravé l'eau froide pour une collecte de fonds dans le cadre d'un barbecue du SCFP-Î.-P.-É., au profit de notre fonds national d'aide aux sinistrés des feux de forêt. Grâce aux efforts de la division, nous avons recueilli 15 500 \$. Cette activité, organisée par notre plus petite région pour soutenir certaines de nos plus grandes divisions, témoigne de la solidarité qui règne au sein de notre union. Lorsque nos communautés souffrent, nous nous rallions et nous nous soutenons les uns les autres, d'un océan à l'autre.

J'ai eu le plaisir de participer à l'activité de la PEI Coalition for Public Services présentée en marge du Conseil de la Fédération, à Charlottetown, en juillet. L'événement, qui rassemblait des syndicats, des organismes communautaires et des défenseurs des services publics, a adressé un message fort au gouvernement de l'île : nous avons besoin d'un leadership qui privilégie les intérêts du peuple, et non ceux des entreprises; un leadership qui propose des solutions concrètes en matière d'éducation, de climat, de logement et de droits des peuples autochtones.

Néanmoins, en septembre, ledit gouvernement s'est mis à la recherche d'un partenaire privé pour construire et gérer 48 lits en soins de longue durée. Le SCFP-Î.-P.-É. a dénoncé la privatisation croissante des SLD, la qualifiant de transfert de services publics essentiels au secteur à but lucratif.

Québec

La campagne électorale bat son plein au Québec, le scrutin étant prévu le 5 octobre. Le Parti québécois (PQ), parti séparatiste, semble en bonne voie de former le prochain gouvernement, possiblement majoritaire.

Bien que le PQ ait traditionnellement penché à gauche et qu'on lui doive de nombreux programmes sociaux et la nationalisation d'Hydro-Québec, l'incarnation actuelle du parti n'hésite pas à recourir à une rhétorique anti-immigration pour gagner du terrain dans certaines régions de la province. Il a également promis des coupes massives dans la fonction publique. Bien qu'il ait initialement promis de tenir un référendum au cours de son premier mandat, il a depuis modifié cet engagement en affirmant qu'un référendum n'aurait pas lieu tant que Trump serait président.

Pour l'essentiel, la FTQ est restée en retrait de cette campagne électorale, même si elle a rencontré les chefs de parti et demandé à chacun s'il ou elle comptait abroger deux projets de loi anti-travailleurs adoptés par le gouvernement sortant. Le chef du PQ a dit qu'il y réfléchirait.

Le SCFP-Québec s'est doté d'une campagne intitulée « Sauvons nos services publics », qui a son propre site Web, servicespublics.org. Celle-ci vise à défendre les travailleuses, les travailleurs et les services publics. En outre, elle oriente les membres qui souhaitent s'impliquer vers des campagnes de candidates et candidats progressistes, comme Alexandre Boulerice, qui se présente pour Québec solidaire.

Deux de nos plus importantes sections locales chez Hydro-Québec, le SCFP 1500 et le SCFP 957, négocient âprement. Elles ont intensifié leurs moyens de pression cet été, notamment par des actions de grève et en refusant de faire des heures supplémentaires. Les négociations achoppent principalement sur les salaires et la sous-traitance.

Nos équipes du SCFP-Québec se préparent également à des négociations coordonnées dans les secteurs de la santé et de l'éducation, qui débiteront au printemps. Bien que les conventions collectives prennent fin en 2028, la concertation et la stratégie commencent déjà à prendre forme, ces négociations étant généralement organisées dans le cadre d'un Front commun qui regroupe plus de 420 000 travailleuses et travailleurs issus non seulement d'organisations affiliées à la FTQ, mais aussi à la CSN et à la CSQ, entre autres.

J'ai pu passer trois jours au lac-à-l'épaule de l'exécutif du SCFP-Québec, dans les Laurentides, à la fin du mois d'août. Ce fut une excellente occasion de passer du temps avec tous les membres de l'exécutif, ainsi qu'avec les personnes coordonnatrices du personnel, qui ont présenté ce qui se passe sur le terrain dans chacun de leurs secteurs.

Ontario

Un nouveau rapport révèle que l'expansion des services éducatifs à l'enfance subventionnés a généré d'importantes retombées économiques en Ontario. On parle d'une augmentation du PIB de la province d'environ 13,6 milliards de dollars en 2024 et de suffisamment de revenus supplémentaires pour compenser l'investissement de l'État. Depuis 2019, ce secteur a créé plus de 17 000 emplois, augmenté ses salaires et favorisé une plus grande participation des femmes au marché du travail. Le rapport souligne également que l'Ontario prend du retard dans ses engagements : le nombre de nouvelles places est insuffisant, les tarifs restent supérieurs à l'objectif de dix dollars par jour et la pénurie de main-d'œuvre persiste en raison d'une rémunération insuffisante. Il appelle le provincial à s'engager pleinement dans la mise en place d'un système universel, à renforcer l'offre publique et à veiller à ce que les éducatrices et éducateurs de la petite enfance reçoivent le salaire et le soutien nécessaires pour bâtir un système pérenne, autant pour les familles que pour le personnel.

Les négociations centrales pour les 57 000 membres du CSCSO ont connu un démarrage lent après l'expiration de la convention collective, le 31 août. Le conseil, en collaboration avec d'autres syndicats d'enseignants et de personnel éducatif, avait invité le gouvernement à entamer les négociations dès le printemps. Malgré les déclarations publiques du ministre de l'Éducation, Paul Calandra, qui se disait optimiste de conclure une entente avant la fête du Travail, son gouvernement et l'association patronale ont rendu la chose impossible. La première étape d'un processus centralisé consiste à confirmer les points qui seront négociés dans ce cadre et ceux qui seront laissés aux négociations locales. L'employeur a tenté d'intégrer de nombreux points locaux à la table centrale, non seulement avec le CSCSO, mais aussi avec tous les autres syndicats. D'ailleurs, ceux-ci ont demandé à la Commission des relations de travail de l'Ontario de trancher cette question avant que puissent débiter les négociations. En attendant, les efforts de coalition et de mobilisation se poursuivent.

Une semaine seulement après la mobilisation de nos membres œuvrant au Scarborough Health Network pour protester contre le manque chronique de personnel et la violence au travail, le gouvernement ontarien a annoncé la création d'un nouveau service des urgences à l'hôpital Centenary, sans bonifier le budget de fonctionnement ou proposer un plan pour combler le déficit de 36 millions de dollars du réseau. Nos 2 500 membres en première ligne sont confrontés à des suppressions d'emplois, à des conditions de travail dangereuses et à une violence croissante. Quarante-deux pour cent des travailleuses et travailleurs interrogés ont déclaré avoir subi de la violence au travail; 20 % ont été agressés physiquement. Il faut de nouveaux lits, mais on ne résoudra pas la crise sans le personnel et les moyens financiers nécessaires à leur fonctionnement. Le SCFP exige que le gouvernement s'attaque aux déficits hospitaliers et qu'il finance correctement ces services publics essentiels, tout en protégeant la main-d'œuvre.

Un nouveau rapport du CSHO-SCFP révèle que le sous-financement, le manque de personnel et la privatisation mise en place par le gouvernement Ford ont poussé la crise hospitalière en Ontario à l'extrême. Le fonds de roulement des hôpitaux s'est effondré, passant de deux milliards de dollars en 2020 à -280 millions de dollars. Et malgré la demande croissante et des hospitalisations plus longues, on a retranché 1 300 emplois du réseau au cours de la dernière année. Le recours à la médecine de couloir a doublé, le taux d'occupation des hôpitaux dépasse régulièrement le seuil sécuritaire, et la privatisation rallonge les délais d'attente au lieu de les raccourcir. Le SCFP réclame cinq milliards de dollars en argent frais, un financement pluriannuel, la fin de la privatisation et des ratios infirmières-patients afin de doter les hôpitaux en personnel suffisant et d'offrir les soins dont la population a besoin.

Le 8 juillet, des préposé(e)s aux services de soutien à la personne (PSSP) et d'autres travailleuses et travailleurs de la santé membres du SCFP se sont rassemblé devant le bureau de circonscription de Doug Ford pour protester contre la réglementation injuste et discriminatoire qu'impose le gouvernement conservateur ontarien aux PSSP par l'intermédiaire de l'Office de surveillance des fournisseurs de soins de santé et de soutien (OSFSSS). On y a dénoncé des règles qui risquent d'obliger des PSSP chevronnés, formés avant 2014, à retourner aux études d'ici décembre 2027 pour conserver leur statut, tout en leur refusant la représentation et les protections procédurales accordées aux autres professionnels de la santé réglementés. Les PSSP, majoritairement des femmes et en grande partie racisés, composent déjà avec un bas salaire, des blessures et d'intenses pressions au travail. C'est pourquoi le SCFP est si consterné par cette nouvelle réglementation. Nous exigeons que le gouvernement Ford corrige le registre des PSSP et cesse de traiter ces travailleuses et travailleurs essentiels comme des professionnels de la santé de seconde zone.

Le SCFP a déposé une plainte pour pratique déloyale de travail contre la Ville de Penetanguishene, la municipalité ayant décidé de poursuivre, en pleines négociations, son projet d'externalisation des services d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées. Notre plainte allègue que la Ville a négocié de mauvaise foi, qu'elle a violé les droits que la convention collective confère à nos membres et qu'elle a tenté de supprimer les protections contre la sous-traitance dans le but de privatiser un service public essentiel.

Elle a pour objectif de stopper le projet d'externalisation, en plus de tenir la municipalité responsable d'avoir enfreint le droit du travail provincial et d'avoir sapé le processus de négociation collective. Cela s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus large du gouvernement visant à ouvrir la voie à une privatisation accrue de la distribution de l'eau dans la province (à commencer par la Région de Peel) et vient s'ajouter aux actions menées pour protéger le statut public de ce service essentiel.

Manitoba

Le SCFP déplore le décès de Gord Delbridge, président du SCFP 500 du SCFP, qui a apporté beaucoup au mouvement syndical, et pendant longtemps. Gord a été président de la section locale 500, vice-président régional représentant le Manitoba au Conseil exécutif national, ainsi que vice-président et président par intérim du SCFP-Manitoba. Ce fervent défenseur des travailleuses et travailleurs, des services publics et de la négociation collective laisse derrière lui un héritage durable grâce à son leadership et à son engagement en faveur de la protection des services publics et des personnes qui les fournissent.

Le SCFP demande au gouvernement du Manitoba d'adopter le projet de loi n° 13 et de mettre immédiatement à jour le Règlement sur le contrôle du loyer des locaux d'habitation afin de mieux protéger les locataires et de remédier à la crise de l'abordabilité du logement qui frappe les familles de la classe ouvrière. Même s'il reste encore du chemin à parcourir pour rééquilibrer la protection des locataires, le SCFP soutient les mesures qui offrent une plus grande sécurité aux locataires et aux personnes en situation de précarité de logement, notamment les milliers de travailleuses et travailleurs de première ligne. Le SCFP-Manitoba exhorte le gouvernement à faire avancer le projet de loi n° 13 cet automne et demande au Parti conservateur d'Obby Khan de cesser de retarder la mise en œuvre de mesures dont les locataires manitobains ont besoin de toute urgence.

Selon un sondage réalisé en juin par Probe Research, le NPD du Manitoba continue de bénéficier d'un fort soutien populaire, avec 55 % d'appuis contre 32 % pour les conservateurs. Plus de deux ans après son arrivée au pouvoir, le NPD continue de tirer parti de sa victoire électorale de 2023. Il bénéficie d'un fort soutien dans toute la province, plus particulièrement à Winnipeg, où près des deux tiers des personnes interrogées l'appuient. La popularité soutenue du parti pourrait également refléter la réaction positive de la population à la récente défense, par le premier ministre Wab Kinew, des droits issus des traités autochtones et à la volonté de celui-ci de remettre en question publiquement le projet de référendum du gouvernement albertain de Danielle Smith, ce qui renforce l'image du NPD comme un fervent défenseur des intérêts du Manitoba.

Le SCFP a dénoncé un acte flagrant de répression syndicale commis par la maison de retraite Shaftesbury Park Retirement Residence, qui a licencié 70 de ses 80 aides-soignants le jour même où ceux-ci ont obtenu leur accréditation syndicale. Il s'agit d'une atteinte illégale au droit à la syndicalisation. Nous avons répliqué par une action en justice visant à annuler ces licenciements et à tenir l'employeur responsable de ces représailles antisyndicales.

Saskatchewan

Une enquête menée à l'échelle de la province auprès de 980 travailleuses et travailleurs de soutien à l'éducation a révélé que le sous-financement chronique dont le Parti saskatchewanais est responsable contraint le personnel scolaire à assumer un nombre croissant de tâches médicales et de soins personnels, comme l'administration de médicaments, la prise en charge des crises d'épilepsie et l'alimentation par sonde, souvent sans formation adéquate, soutien ni politiques claires. L'incapacité du gouvernement à doter les écoles en personnel et en ressources adéquates met en danger à la fois les élèves et le personnel, tout en obligeant ce dernier à combler des lacunes qui devraient être prises en charge par des professionnels de la santé qualifiés.

Le SCFP-Saskatchewan a demandé au gouvernement provincial d'annuler ses coupes dans les services de garde éducatifs à l'enfance, le fédéral ayant annoncé du financement supplémentaire pour ce secteur. Ont été identifiés comme obstacles à la constitution d'un système public fort, la réduction du financement provincial, le gel des ajouts de places en garderie, les restrictions sur la formation gratuite des éducatrices et éducateurs de la petite enfance et les nouveaux frais imposés aux familles pour les heures prolongées. Le SCFP réclame que les fonds fédéraux soient investis dans l'expansion et la consolidation du système public de services éducatifs à l'enfance au lieu de servir à compenser les coupes budgétaires provinciales.

Lors de mon séjour à Saskatoon, j'ai eu l'occasion de rencontrer des dirigeantes et dirigeants du SCFP 59, SCFP 859 et SCFP 47. Nous avons discuté des difficultés rencontrées par la main-d'œuvre municipale, notamment la menace de privatisation et de sous-traitance.

Six ans plus tard, des membres du SCFP et leurs invités ont relancé l'excursion en canoë « Back to Batoche » sur les rivières South Saskatchewan, parcourant à la rame l'itinéraire historique menant à Batoche tout en découvrant l'histoire, la culture et les traditions des Métis et des peuples autochtones. Pendant deux jours et demi, participantes et participants ont eu droit à des enseignements culturels, une marche de guérison, un festin traditionnel et des prestations musicales métisses. Cette expérience a créé un espace d'apprentissage, de partage et d'interrelations ancré dans le respect et la réconciliation.

Le SCFP s'est joint à Joan Pratcheler, porte-parole de l'opposition en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, dans sa lutte contre les coupes budgétaires néfastes de Scott Moe dans ce domaine. Nous avons demandé au ministre de l'Éducation, Everett Hindley, d'annuler les mesures qui ont supprimé le financement des places à temps partiel et occasionnelles, gelé l'ajout de places, instauré des frais à la charge des familles et restreint le financement de la gratuité de la formation des éducatrices et éducateurs de la petite enfance. Les familles saskatchewanaises méritent mieux qu'un gouvernement qui démantèle les services éducatifs à l'enfance sur lesquels elles comptent. Ces coupes budgétaires pénalisent les familles, la main-d'œuvre et les communautés. Nous n'allons pas rester les bras croisés.

Le 8 août, le SCFP s'est joint à des familles, à des travailleuses et travailleurs et à des citoyennes et citoyens pour un « pique-nique dans le parc pour sauver les services éducatifs à l'enfance ». Cette activité mettait en lumière les répercussions concrètes des coupes budgétaires décidées par Scott Moe, le 1^{er} juillet, et l'importance de préserver l'accessibilité et l'abordabilité de ces services. Avec l'aide d'un enfant, une place, de parents, de travailleuses et travailleurs, de prestataires et de membres de la communauté, le SCFP renforce le soutien au système de garde éducative de la Saskatchewan. Nous organisons des assemblées publiques cet automne à Moose Jaw, Regina, Yorkton et Prince Albert pour partager des expériences et convaincre les communautés de défendre les services éducatifs à l'enfance.

Le SCFP se félicite de la décision de Grifols de se retirer du marché canadien du plasma à but lucratif, mais estime que l'entreprise devrait faire l'objet d'une enquête criminelle avant de tirer sa révérence. Après le décès de deux donneurs manitobains et la découverte de violations des règles de sécurité à la clinique Grifols de Regina, il est temps d'admettre que la rémunération du don de sang est allée trop loin. Le SCFP exige que Scott Moe cesse de protéger les entreprises privées comme Grifols, qu'il interdise définitivement la vente de plasma dans sa province et qu'il veille à ce que les responsables rendent des comptes.

J'ai assisté à l'assemblée générale annuelle (AGA) du SCFP 5430 à North Battleford. Dans les jours précédant l'AGA, le syndicat local a tenu un vote de grève du 8 au 14 septembre. Ce fut un honneur d'être aux côtés des membres du SCFP 5430 lorsqu'ils ont pris connaissance des résultats : 99 % d'entre eux se sont prononcés en faveur de moyens de pression. Ce résultat représente un niveau d'appui sans précédent à leur position à la table de négociation et constitue le plus important vote de grève de l'histoire de la Saskatchewan. Je me suis également joint aux membres lors d'un rassemblement devant le bureau du ministre de la Santé afin de leur témoigner notre solidarité et notre soutien alors qu'ils poursuivent leur lutte pour obtenir une convention collective équitable et défendre un système public de soins de santé fort.

Alberta

Le SCFP a dénoncé le silence du fédéral face à l'expansion du privé dans le secteur de la santé en Alberta. Près d'un an après l'adoption par le gouvernement Smith du projet de loi 11, qui permet aux Albertaines et Albertains fortunés d'obtenir des soins plus rapidement, la réponse du gouvernement libéral (une lettre très sévère) est aussi inadéquate que le premier ministre lui-même. Les autorités fédérales doivent cesser de rester les bras croisés; elles doivent invoquer la *Loi canadienne sur la santé* pour défendre le système de santé public avant que la dangereuse dérive de l'UCP vers un modèle de paiement à l'acte ne porte davantage atteinte à l'égalité d'accès et ne prive le système public de précieuses ressources.

Dans une lettre adressée au ministre de l'Éducation et de la Petite Enfance, le SCFP a prévenu le gouvernement albertain que le déploiement de ses équipes chargées de la complexité des classes ne répond pas aux besoins urgents du secteur. Les écoles albertaines composent avec la surpopulation, la complexité croissante des groupes et les besoins grandissants des élèves.

Le financement de ce programme, peu clair et à court terme, oblige les conseils scolaires à proposer des postes temporaires, ce qui complique le recrutement de personnel éducatif chevronné et la prestation d'un accompagnement stable aux élèves. Les coupes budgétaires passées dans le financement des interventions précoces ont déjà contribué à l'augmentation des besoins. C'est pourquoi le SCFP exige des emplois permanents, des salaires équitables et un financement stable, au lieu d'une autre solution à court terme.

Le SCFP mobilise ses membres dans la région en prévision du référendum du 19 octobre. Des ateliers intitulés Labour Votes se déroulent partout en Alberta pour aider les alliés syndicaux (nos membres, mais aussi ceux d'autres syndicats) à développer leurs compétences en matière de conversations de membre à membre et de structures de campagne électorale, tout en offrant une formation sur les enjeux du référendum et des élections futures. Ces initiatives d'action politique sont essentielles afin que les militantes et militants syndicaux se fassent entendre en grand nombre.

Outre la dixième question qui demande d'indiquer si on souhaite que la province se sépare du Canada, la population devra se prononcer sur des questions touchant à l'immigration, aux services publics et aux compétences constitutionnelles. Les cinq questions sur l'immigration restreindraient l'accès des nouveaux arrivants aux soins de santé, à l'éducation et aux services sociaux. Chaque voix compte. D'ailleurs, les membres du SCFP ont l'occasion d'adresser un message clair à l'UCP de Danielle Smith : cessez de faire des nouveaux arrivants des boucs émissaires et assumez la responsabilité des échecs du gouvernement, qui n'a pas su bien financer et protéger les services publics.

Colombie-Britannique et Yukon

Le SCFP 951, qui représente plus de 800 membres travaillant à l'Université de Victoria, a ratifié une convention collective de quatre ans par un vote écrasant de 96,1 %. Au terme de sept mois de négociations, le nouveau contrat s'applique rétroactivement du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2029. L'important soutien des membres a permis d'obtenir des augmentations de salaire comparables au reste du secteur public britanno-colombien, des améliorations aux avantages sociaux, de nouvelles dispositions relatives aux congés et une nouvelle assurance pour les travailleuses et travailleurs de plus de 72 ans. Le conseil d'administration de l'UVic a ratifié l'entente le 10 juillet.

Le SCFP 1267 a demandé une médiation à la commission des relations de travail de la Colombie-Britannique dans ses négociations avec la Ville de Mission. Il s'agit d'une démarche proactive visant à parvenir à une entente équitable, tout en protégeant les services publics sur lesquels la population compte au quotidien. Le SCFP 1267, qui représente environ 340 travailleuses et travailleurs municipaux, estime que c'est la meilleure façon de faire avancer les négociations et d'éviter de perturber les services. Le syndicat demande à l'employeur de faire preuve du même engagement envers les citoyennes et citoyens de Mission et à s'asseoir à la table des négociations en toute bonne foi.

En juillet, le SCFP-C.-B, a conclu son groupe de réflexion annuel, qui réunissait le personnel de la division et de la région pour établir les priorités et planifier les campagnes de 2026-2027. Les discussions ont porté sur les grands enjeux pour les membres du SCFP : la santé, l'éducation postsecondaire, la santé-sécurité au travail et la fiabilité des transports en commun. On a aussi rencontré des ministres et des députés provinciaux pour aborder les difficultés des travailleuses et travailleurs. Ce rassemblement de trois jours permet au personnel, aux leaders et aux militantes et militants de tracer la voie à suivre grâce à un dialogue constructif.

Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)

Le SEH fait pression pour que le gouvernement de la Colombie-Britannique tienne son engagement de réintégrer plus de 5 000 professionnelles et professionnels des soins de longue durée et de l'aide à la vie autonome dans le secteur public d'ici 2028. À la suite de retards dans l'identification des prestataires de soins admissibles, le syndicat a déposé un grief et a exhorté le gouvernement à accélérer le processus, en soulignant que ces retards empêchaient les travailleuses et travailleurs de bénéficier d'améliorations aux salaires, aux avantages sociaux et aux prestations de retraite.

Le gouvernement a fini par produire une liste préliminaire des lieux de travail admissibles, mais le SEH maintient la pression pour y inclure des exploitants supplémentaires et s'assurer que la transition se déroule comme prévu. La lutte se poursuit également pour des normes de travail plus strictes et uniformes, notamment l'harmonisation des salaires, pour tous les travailleurs et travailleuses des soins aux aînés en Colombie-Britannique.

Le SEH a finalisé un accord de transfert visant à protéger les membres dont le poste dans les domaines des finances, de la chaîne d'approvisionnement et de l'informatique seront transférés à la nouvelle agence B.C. Shared Health Services. La première phase de (les finances) débutera le 23 octobre, suivie par la chaîne d'approvisionnement en novembre et l'informatique en janvier 2027. L'accord garantit qu'il n'y aura aucune interruption de salaire ou de prestations, tandis que l'ancienneté, les vacances, les congés maladie, les heures supplémentaires accumulées et les autres droits acquis seront transférés avec les salariés.

Soulignons que nos membres conserveront leurs horaires de travail et leurs modalités de télétravail, en plus de disposer d'un délai de cinq ans pour retourner chez leur ancien employeur en conservant leur ancienneté, leurs avantages sociaux et leurs années de service. Selon le SEH, cet accord répond à bon nombre des préoccupations soulevées par les membres confrontés à cette transition. Il continuera à suivre le processus, à participer aux réunions sur les lieux de travail et à faire respecter les dispositions de la convention collective afin de garantir le respect des droits et de la sécurité d'emploi des membres à chaque étape.

Division du transport aérien et sections locales pancanadiennes

Le SCFP a lancé une campagne pour inciter ses sympathisants et sympathisantes à appuyer le projet de loi d'initiative parlementaire C-247 visant à abroger l'article 107 du Code canadien du travail. Cet article permet au gouvernement fédéral de suspendre le droit de grève et d'intervenir dans les conflits de travail d'une manière qui favorise les employeurs, comme ce fut le cas dans la récente grève des agentes et agents de bord d'Air Canada. Par le biais d'une campagne d'envoi de lettres aux députés, le SCFP demande l'abrogation de l'article 107 afin de renforcer le droit à la négociation collective et de protéger la capacité des travailleuses et travailleurs à débrayer sans ingérence du gouvernement.

Le jour de l'inauguration de l'Aéroport métropolitain de Montréal, à Saint-Hubert, les agentes et agents de bord de Pascan Aviation, en grève depuis plus de sept mois, et leurs sympathisants ont organisé une manifestation très médiatisée pour dénoncer leur employeur qui refuse de négocier depuis plus de deux mois. Les membres du SCFP 5490 font preuve d'une détermination remarquable dans leur lutte pour obtenir une deuxième convention collective qui garantisse des salaires et des conditions de travail équitables, malgré le recours de Pascan Aviation à des briseurs de grève et ses manigances pour prolonger le conflit. La manifestation, qui bénéficiait d'un soutien massif de la part des syndicalistes québécois, a fait ressortir le militantisme et la solidarité des travailleuses et travailleurs face à un employeur qui préfère la confrontation à la négociation constructive.

Les 4 400 agentes et agents de bord de WestJet, membres du SCFP 8125, ont ratifié une convention collective de trois ans à hauteur de 90,2 %. L'entente leur accorde d'importants gains après des mois de négociations et une grève qui a vu l'installation de lignes de piquetage dans plusieurs aéroports du pays. Elle prévoit aussi une nouvelle rémunération pour les tâches faites auparavant sans être payées, ainsi que des augmentations salariales et des améliorations aux conditions de travail. Ce vote massif en faveur de la ratification montre clairement ce que l'on peut accomplir en s'unissant, en se battant et en défendant sa valeur. D'ailleurs, le SCFP 8125 s'engage à poursuivre la lutte jusqu'à ce que ses membres obtiennent ce qu'ils méritent.

La composante Air Canada du SCFP a publié un communiqué pour souhaiter la bienvenue au nouveau PDG de la compagnie. Ce message véhiculait aussi l'idée que les agentes et agents de bord attendent plus qu'un simple changement à la tête de l'entreprise, ils s'attendent à un changement dans la façon dont ces travailleuses et travailleurs inestimables sont traités. Air Canada compte plus de 10 000 agentes et agents de bord qui assurent son bon fonctionnement. Ils méritent le respect, de bonnes protections et un véritable droit de parole sur leur lieu de travail. Après des années d'indifférence à leur endroit et de violation de leurs droits constitutionnels, ils envoient un message clair au nouveau grand patron : le succès d'Air Canada repose en grande partie sur leur travail, et ils n'accepteront rien de moins que le respect et l'équité qu'ils méritent.

Après des mois de négociations infructueuses, les agentes et agents de bord de Canadian North ont intensifié leur lutte pour obtenir des conditions équitables. Près de 200 membres du SCFP 8111 réclament des augmentations salariales substantielles en phase avec l'augmentation du coût de la vie, la fin de l'injuste (mais courante) pratique consistant à effectuer du travail non rémunéré, ainsi que des améliorations aux horaires et aux conditions de travail. Ces travailleuses et travailleurs jouent un rôle essentiel dans l'accès des communautés nordiques aux soins de santé, à l'éducation, à l'emploi et à leurs proches. Pourtant, l'employeur n'a pas encore présenté une proposition qui répond à leurs préoccupations. La section locale a déposé un avis de différend pour pousser le processus vers une conciliation fédérale, étant donné que l'employeur ne prend pas ces problématiques au sérieux.

Recrutement

Pendant la période de référence du 1^{er} juin au 31 août 2026, le SCFP a accueilli 2 049 nouveaux membres dans 25 unités de négociation. Il y a actuellement 106 campagnes en cours qui, si elles aboutissent, nous vaudraient 48 296 nouveaux membres.

Notre région de l'Atlantique mène sept campagnes qui, si elles aboutissent, nous apporteront 3 058 membres, dont 2 398 dans le secteur de l'éducation.

Dans les Maritimes, on compte six campagnes en cours qui pourraient amener 221 membres au SCFP.

Le Québec compte 23 campagnes en cours dans divers secteurs; elles pourraient nous valoir 6 620 nouveaux membres.

La région de l'Ontario poursuit ses efforts de syndicalisation, avec dix-sept campagnes en cours dans divers secteurs qui ont le potentiel d'ajouter 12 224 nouveaux membres à notre syndicat, dont 4 075 dans les services municipaux.

Le Manitoba mène dix-huit campagnes qui pourraient entraîner un gain de 4 307 membres, dont 2 670 dans le secteur de l'éducation.

La Saskatchewan a seize campagnes en cours dans divers secteurs qui pourraient nous valoir 3 445 nouveaux membres, dont 1 800 dans le secteur de la santé.

La région de l'Alberta a quatorze campagnes en cours qui totalisent un potentiel de 7 193 membres, dont 6 042 dans le secteur de l'éducation.

En Colombie-Britannique, treize campagnes sont en cours dans divers secteurs. On parle d'un gain possible de 13 680 membres, dont 8 185 dans l'éducation.

In Memoriam/Points personnels

Membres

Barry Jones	SCFP 116 – Colombie-Britannique
John Leonard	SCFP 498 – Colombie-Britannique
Lynn Raback	SCFP 997 – Ontario
Emelyne Demosthene	SCFP 4429 – Ontario
Bryan “B-Y” Harris	SCFP 1252 – Nouveau-Brunswick
Kristen Lejeune	SCFP 1726 – Nouveau-Brunswick
Gord Delbridge	SCFP 500 – Manitoba
Jenna Croucher	SCFP 3324 – Île-du-Prince-Édouard
Mike MacKenzie	SCFP 3324 – Île-du-Prince-Édouard
Geraldine McGuire	Ancienne secrétaire-trésorière nationale

Personnel actif

Steve Smith	Personne adjointe administrative Bureau de Peterborough
-------------	--

Membres du personnel à la retraite

Maureen Mathews	Personne conseillère syndicale Bureau de Niagara
Robert Byers	Personne conseillère syndicale Bureau de Peterborough
Pierre Lamothe	Personne conseillère syndicale SCFP-Québec

Consœurs et confrères

Stephanie Smith

Syndicat des employés généraux
de la Colombie-Britannique (BCGEU)

En toute solidarité,

Le président national,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'MH' followed by a stylized flourish.

MARK HANCOCK

:sg/sec